



A côté des centaines d'associations, il existe en Tunisie six organismes de microfinance agréés

Petits prêts, grands projets

Le développement économique de la Tunisie passe aussi par la microfinance

TUNIS
CATHERINE KURZAWA

Six ans après le Printemps arabe, la Tunisie emprunte peu à peu la voie du développement et dans ce cadre, la microfinance joue un rôle clé. Depuis 2012, le pays compte une Autorité de contrôle de la microfinance (ACM), qui octroie les agréments aux institutions de microfinance (IMF). Actuellement, il existe en Tunisie six organismes agréés dont Taysir.

Fondée en juin 2014, cette structure compte aujourd'hui 3.000 clients et 102 salariés dans le pays. Sa particularité? «Une très forte connotation d'accompagnement», répond sa directrice générale, Rim Lamti. A côté de cela, l'IMF propose aussi un service de micro-banque en ligne, ce qui séduit les clients vivant dans des zones reculées ou ceux qui n'ont tout simplement pas le temps de se rendre au guichet. C'est le cas de Sarra Chrayet. Elle a ouvert en avril 2015 Car Glass, un commerce de vente et de pose de pare-brise dans la périphérie de Tunis. La jeune femme travaillait jusque-là dans une grande société d'importation de pare-brise en Tunisie mais n'était pas déclarée. Sans assurance santé ni cotisation pour sa retraite, il était difficile pour elle de se construire un avenir. Taysir lui a d'abord prêté 1.500 dinars (600 euros) pour se constituer un stock. Puis une fois le remboursement

opéré, elle a souscrit à un second micro-prêt, de 2.200 dinars (880 euros). «Mon ambition, c'est d'ouvrir un deuxième magasin dans le quartier d'El Manar où il n'y a pour l'instant aucun commerce de ce type», explique la jeune femme. Celle-ci a vite établi une relation de confiance avec l'IMF, qui salue la tenue ordonnée de sa comptabilité notamment. Elle-même le reconnaît, «avoir sa propre entreprise, cela force à regarder à toutes les dépenses, ce que je ne faisais pas lorsque j'étais employée». Elle a pour l'instant un salarié et figure parmi les trois seules femmes actives dans le secteur du pare-brise en Tunisie.

À quelques kilomètres de l'atelier automobile, la maison de repos «Dar Rahma» bénéficie aussi du soutien de la microfinance. À la tête de cette structure, Azm Korkad a ouvert à l'âge de 23 ans sa petite entreprise sur base d'un constat: «En Tunisie, si la famille d'une personne âgée a des revenus moyens ou élevés, le pensionnaire n'est pas accepté dans les structures étatiques». Un marché existe donc pour cette activité, reste à la lancer. La jeune femme, épaulée par sa mère, a tout d'abord souscrit à un prêt de 2.500 dinars (1.000 euros) pour l'achat de lits, de couverture et du matériel de base. Ensuite, elle a emprunté 5.000 dinars (2.000 euros) pour la peinture, du mobilier et l'installation d'un chauffage. Azm Korkad emploie quatre salariés le matin et quatre autre le soir qui se relaient pour veiller sur les seize pensionnaires. La jeune fille ayant démarré son activité sans figurer au registre de commerce, Taysir lui a proposé de suivre une formation pour



Nabil Kesraoui et Nabil Ghalib veulent développer la microfinance islamique en Tunisie avec Zitouna Tamkeen





La microfinance, une chance

En Tunisie, toute la population détient un compte bancaire mais selon une étude CGAP relayée par l'ONG ADA, 64% des Tunisiens n'ont pas d'accès aux différents services financiers ou en font une utilisation très limitée.



Sarra Chrayet a lancé son propre commerce de vente et de pose de pare-brise

Photos: Catherine Kurzawa

defense de femmes

MICROFINANCE EN TUNISIE

Le Luxembourg impliqué

Le développement de l'inclusion financière en Tunisie passe aussi par le support de l'ONG luxembourgeoise ADA. Dans le cadre du programme Micro-MED, elle organise une série de formations pour les acteurs de la microfinance. Ses objectifs? Favoriser la croissance, l'emploi et l'inclusion financière via l'appui au secteur de la microfinance. D'un budget de 4 millions d'euros financés par le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et la BEI (via le FEMIP), ce programme lancé en 2013 pour quatre ans a été prolongé jusqu'en 2018.

➔ www.ada-microfinance.org

se mettre en ordre au niveau des statuts juridiques et de la gérance. Un suivi nécessaire pour assurer la viabilité du projet, et donc le remboursement du microcrédit. Azm Korkad en tout cas pense déjà à l'ouverture d'un second local, face à la demande de nombreuses familles désireuses de placer un de leurs membres dans une maison de retraite comme la sienne.

Quand la finance islamique rencontre la microfinance

Et face au développement de la microfinance en Tunisie, ce marché éveille l'appétit des banques. Ainsi, la banque Zitouna a lancé en 2011 Zitouna Tamkeen, une filiale spécialisée dans la microfinance qui répond aux principes de la finance islamique. C'est en effet la marque de fabrique de ce géant bancaire tunisien qui compte une centaine d'agences dans tout le pays. Reste que combiner les principes de la charia à ceux de la microfinance implique un modèle d'affaires particulier. «Nous ne vendons pas uniquement pas le financement mais tout un projet», explique le responsable de la communication de Zitouna Tamkeen, Nabil Kesraoui. La fi-

nance islamique a pour principe la prohibition de l'intérêt alors que la microfinance applique en Tunisie des taux compris entre 25% et 30% environ. Pour concilier cela, l'IMF finance directement le bien ou le projet du porteur pour ensuite le lui revendre. «Un des risques majeurs des IMF, c'est le détournement des fonds. Nous n'avons pas ce risque», assure le CEO Nabil Ghalleb. Celui-ci place de grands espoirs dans la croissance de la

microfinance en Tunisie: il emploie actuellement 40 salariés mais ambitionne d'en avoir 300 d'ici cinq ans.

À côté des IMF, le développement de la microfinance en Tunisie passe aussi par environ 180 associations de microfinance. Ces petites structures voient leurs capacités d'emprunt limitées à 5.000 dinars (2.000 euros), là où les IMF peuvent prêter jusqu'à 20.000 dinars (8.000 euros). «Nous nous trouvons dans un environnement concurrentiel», reconnaît le directeur général du financement auprès du ministère tunisien des Finances, Ali Ouerghi. Toutefois, la part totale de la microfinance dans l'ensemble des financements du pays demeure inférieur à 1%. ●



Azm Korkad a trouvé une niche porteuse avec une maison de retraite qui accueille les pensionnaires exclus des structures étatiques